



## **Déclaration des représentants CGT – FO – FSU – Solidaires – FA au Conseil Commun du 30 janvier 2020**

Lors du conseil commun de la Fonction publique du mercredi 22 janvier consacré à l'étude du seul article du projet de loi sur la réforme des retraites soumis à son avis, nous avons souhaité manifester notre opposition résolue à cette réforme et à l'absence de prise en compte de nos revendications, tant au niveau du gouvernement dans son ensemble qu'au niveau de la Fonction publique en particulier, ce qui dénote une fois de plus un dialogue social dégradé.

Brandir des pancartes pendant la lecture d'une déclaration est certes un peu inhabituel dans cette enceinte, et pourtant cela ne traduit encore que très partiellement la profonde insatisfaction qui est la nôtre face à l'entêtement et le mépris affiché par ce gouvernement.

Vexé face à la protestation des organisations syndicales majoritaires à ce CCFP, qui pourtant n'ont fait que porter les pancartes brandies par des milliers de personnes, depuis des mois, qui refusent de se laisser imposer une dégradation majeure de leurs droits à retraite, le Ministre a tenté d'empêcher, sans succès, la lecture de la déclaration intersyndicale CGT, FSU, FO, Solidaires, CGC, FA.

Froissé que les élu-es des personnels manifestent leur mécontentement, il a vainement tenté d'imposer la discussion sur les amendements alors que le représentant de l'intersyndicale lisait la déclaration.

Dans un communiqué, il a qualifié notre liberté d'expression de « comportements irrespectueux » qui témoignent d'un « refus de certaines organisations syndicales de travailler à l'amélioration des conditions de travail des agents » : quel cynisme de parler d'améliorations alors que tout, dans ce projet de loi, vise à baisser les pensions, faire travailler plus longtemps, supprimer la catégorie active amputer les conditions de prise en compte de la pénibilité et de la dangerosité, réduire les droits des agent-es comme de l'ensemble de la population alors que nos propositions ne sont jamais reprises.

L'intersyndicale se félicite donc que les agent-es de la fonction publique aient massivement répondu présent-es et soient venu-es déposer leur outil de travail devant Bercy au moment même où se tenait ce conseil commun, et se soient de nouveau massivement mobilisé-es lors des dernières journées interprofessionnelles, en particulier les 24 et 29 janvier derniers.

Nous soulignons une nouvelle fois que la mobilisation est soutenue par une large majorité de français-es et que les organisations syndicales qui revendiquent le retrait du projet sont nettement majoritaires tant au niveau interprofessionnel que dans la Fonction publique.

Nous considérons que nous sommes en droit de faire savoir au Ministre notre désaccord, sans violence, mais sans complaisance face à ce projet gouvernemental qui a vocation à baisser le niveau de la pension d'un très grand nombre de fonctionnaires.